



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIRBUS ATLANTIC

Rue de l'Aviation
BP 81925
44340 BOUGUENNAIS

Références : N6-2022-222-RAPPORT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2022 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté Rue de l'Aviation BP 81925 44340 BOUGUENNAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS ATLANTIC
- Rue de l'Aviation BP 81925 44340 BOUGUENNAIS
- Code AIOT dans GUN : 0006300949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société AIRBUS ATLANTIC sise rue de l'Aviation à Bouguenais, a une activité de fabrication de caissons centraux de voilure, de poutres ventrales, d'ailerons, d'entrées d'air de nacelles et de radômes. Cet établissement est classé « prioritaire national » en raison de l'émission de plus de 100 tonnes de Composés Organiques Volatils (COV) par an à l'atmosphère (sauf en 2020 et 2021 en raison d'une baisse de production liée à la crise sanitaire). Pour cette raison, selon le programme d'inspection défini par la DGPR, ce site doit faire l'objet, a minima, d'une inspection annuelle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- pollution historique de la nappe par des solvants chlorés
- Plan de gestion des solvants 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
COHV dans les eaux souterraines	AP Complémentaire du 14/01/2020, article III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PGS 2021	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.2	/	Sans objet
COHV dans l'air intérieur	AP Complémentaire du 14/01/2020, article IV	/	Sans objet
COHV dans les eaux de surface	AP Complémentaire du 14/01/2020, article V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les PGS 2021 : Les émissions de COV respectent la valeur limite d'émission à iso-production 1999 de 66 T définie par arrêté préfectoral (55 T d'émission en 2021 à iso-production 1999). Néanmoins, il n'y a pas eu de mise en œuvre entre 2020 et 2021, à l'échelle industrielle, d'une nouvelle "mesure" de diminution des émissions de COV par rapport à celles déjà mises en œuvre par l'exploitant à ce sujet. Ceci explique donc que le chiffre de 2021 (55T) soit proche (même en légère augmentation) par rapport à 2020 (52T). Les émissions réelles à l'atmosphère sont de 67 T en 2021 (62 T en 2020 et 109 T en 2019), en raison d'une baisse de production liée au coronavirus.

Concernant la pollution historique de la nappe par des solvants chlorés : les opérations de dépollution de la première zone se poursuivent dans le but d'atteindre les objectifs de dépollution fixés par arrêté préfectoral. La fin de dépollution de cette zone est prévue en 2023.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PGS 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un programme de réduction des émissions de COV à la source ayant notamment pour objectif de limiter la consommation annuelle en solvants à 200 T. Tout dépassement de ce seuil de consommation constitue une modification substantielle qui doit faire l'objet d'un dossier de demande d'autorisation [...] L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de C.O.V tel que défini par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000. Ce schéma permet d'atteindre une valeur limite maximale de rejets de 66 T/an (à iso production 1999 = tonnage produit sur le site en 1999 soit 1230 tonnes) : Émission annuelle totale de COV année n * (tonnage produit en 1999 / tonnage produit année n) < 66 tonnes. A partir de 2016, l'objectif est la diminution continue des émissions de COV en deçà de la valeur limite de 66 T/an (iso-production 1999) susvisée. [...] L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le PGS et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Le PGS de 2021 transmis avant l'inspection et commenté au cours de celle-ci fait apparaître une consommation annuelle en solvants inférieure à 200 T (85 T) et un respect de la valeur limite d'émission en COV à iso-production 1999 (55 T) avec des émissions réelles à l'atmosphère de 67 T (en légère augmentation par rapport à 2020 : 62 T). Ramené à la production, cette légère augmentation des émissions réelles se traduit également par une augmentation des émissions à iso-production 1999 entre 2020 et 2021 (passage de 52 T à 55 T). Ceci signifie qu'il n'y a pas eu de mise en œuvre entre 2020 et 2021, à l'échelle industrielle, d'une nouvelle "mesure" de diminution des émissions de COV par rapport à celles déjà mises en œuvre par l'exploitant à ce sujet. L'inspection des installations classées a pris acte des nouvelles mesures de réduction qui sont testées en 2022 (recherche de substitution de solvants de nettoyage, optimisation du process, réduction de la taille des lingettes pré-imprégnées de solvants, actions de sensibilisation auprès des opérateurs...).
Observations : Malgré le respect des valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral, l'inspection des installations classées ne peut qu'inciter l'exploitant à accélérer la mise en œuvre des mesures de réduction des émissions qu'il teste, substitution du solvant de nettoyage "DIESTONE DLS" notamment, qui représente les 2/3 de la consommation en solvants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : COHV dans les eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/01/2020, article III
Thème(s) : Risques chroniques, pollution nappe
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre une ou plusieurs méthodes permettant d'abattre les concentrations en COHV dans les eaux souterraines en veillant à ce que les molécules filles engendrées par ces opérations de dépollution n'induisent pas une toxicité plus élevée sur la zone traitée que les molécules mères avant le début de la dépollution. A l'issue des travaux de dépollution, une valeur minimale d'abattement de 80 % des concentrations en COHV dans les eaux souterraines est atteinte par rapport à la concentration moyenne de la dernière campagne de mesure effectuée avant le début des opérations de dépollution. Pour la zone 1 telle que définie au plan de gestion susvisé, les objectifs de dépollution en concentration par type de polluants sont rappelés ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- Perchloroéthylène (PCE) : 20 µg/l- Tétrachloroéthylène (TCE) : 9154 µg/l- Cis-dichloroéthylène (cis-DCE) : 500 µg/l- Chlorure de vinyle (CV) : 6,7 µg/l- COHV totaux : 9687 µg/l
Constats : A l'issue de l'inspection du 19/04/21, l'inspection des installations classées avait pris acte que la poursuite des opérations de dépollution de la zone 1 était nécessaire afin d'atteindre les objectifs fixés par l'arrêté du 14/01/20. Au cours de l'inspection du 28/02/22, l'exploitant a présenté les résultats du Test de désorption Massique (TDM) qu'il a mené en 2021 pour déterminer la masse de COHV encore présente dans le milieu afin d'optimiser le traitement. Ce TDM a mis en évidence l'absence de phases pures de COHV en grande quantité et la présence d'une unique source avec des masses de solvants chlorés importantes (quelques dizaines de kg). A l'issue du TDM, il est notamment proposé : <ul style="list-style-type: none">- la poursuite du traitement en utilisant l'eau oxygénée ;- 3 campagnes d'injection prévues d'ici juin 2023 (avril, septembre 2022 et février 2023),- la réception du traitement en juin 2023
Observations : Dans la mesure où les concentrations en COHV dans les eaux souterraines au droit de la zone 1 constituent une "pollution concentrée" au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués et que les objectifs fixés par l'AP du 14/01/20 ne sont pas atteints, l'inspection des installations classées prend acte de la poursuite en 2022 des opérations de dépollution avec réception prévue en juin 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : COHV dans l'air intérieur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/01/2020, article IV
Thème(s) : Risques chroniques, pollution nappe
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un suivi, à une fréquence minimale annuelle, de la concentration en COHV dans l'air intérieur des bâtiments situés au droit des zones polluées par des COHV pendant toute la durée des travaux de dépollution. Les points de contrôle sont définis sous la responsabilité de l'exploitant. Les résultats de ce suivi sont interprétés et présentés annuellement à l'inspection des installations classées.
Constats : Les résultats du suivi des COHV dans l'air intérieur du deuxième semestre 2021 avec interprétation des risques sanitaires ont été transmis avant l'inspection. Concernant le tétrachloroéthylène et le trichloroéthylène, on notera que les concentrations mesurées ne dépassent pas les valeurs repères définies par le Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) qui s'imposent à la gestion des sols pollués. Les conclusions de l'exploitant quant au suivi du deuxième semestre 2021 sont que "Les résultats de l'évaluation des risques sanitaires et de la comparaison aux valeurs repères de la qualité de l'air intérieur montrent des niveaux d'exposition acceptables pour le chlorure de vinyle, le tétrachloroéthylène, le trichloroéthylène et les isomères du 1,2 dichloroéthylène."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : COHV dans les eaux de surface

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/01/2020, article V
Thème(s) : Risques chroniques, pollution nappe
Prescription contrôlée : l'exploitant réalise, à une fréquence minimale semestrielle, un suivi de la concentration en COHV dans les eaux superficielles : <ul style="list-style-type: none">• sur site : en amont immédiat avant rejet au milieu naturel du ruisseau n°1, tel que défini au plan de gestion ;• hors site : en aval le plus proche possible du site des ruisseaux n°2 et 3 tel que défini au plan de gestion. Les résultats sont interprétés et présentés annuellement à l'inspection des installations classées.
Constats : Les résultats du suivi des COHV dans les eaux de surface du deuxième semestre 2021 ont été transmis avant l'inspection. Le rapport de suivi montre de légers dépassements des valeurs de l'arrêté du 11 janvier 2007 et des valeurs guide de l'OMS relatives à la qualité des eaux potables pour les paramètres chlorure de vinyle, cis 1,2-Dichloroéthylène et somme Trichloroéthylène (TCE) + Tétrachloroéthylène (PCE). Ces dépassements sont constatés en sortie du bassin d'orage d'AIRBUS avant rejet dans le ruisseau du Chaffault (amont immédiat avant rejet au milieu naturel du ruisseau n°1). Les concentrations en COHV retrouvées représentent des flux négligeables comparés à ceux des eaux souterraines qui font l'objet d'un traitement. Le rapport précise également que le Chaffault n'est pas un ruisseau sur lequel il y a un point de captage pour une production d'eau destinée à la consommation humaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet